ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 36.459/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre du Budget, le 26 janvier 2004, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "reportant, en ce qui concerne la Communauté germanophone, l'entrée en vigueur de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes", a donné le 11 février 2004 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 36.459/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 26 januari 2004 door de Minister van Begroting verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende, voor wat de Duitstalige Gemeenschap betreft, uitstel van de inwerkingtreding van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof", heeft op 11 februari 2004 het volgende advies gegeven :

1. L'arrêté en projet tend à reporter au 1er janvier 2007 l'entrée en vigueur de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes.

L'article 17 de cette loi dispose :

> "La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 2004. Toutefois à la demande du Gouvernement d'une des communautés et régions visées à l'article 2, le Roi peut, sur proposition conjointe du Ministre des Finances et du Ministre du Budget, reporter la date d'entrée en vigueur, pour ce qui concerne la communauté ou la région qui en fait la demande, au plus tard le 1er janvier 2007."

La loi du 16 mai 2003 est donc entrée en vigueur le 1er janvier 2004. L'article 2 du projet prévoit que l'arrêté produira rétroactivement ses effets le 31 décembre 2003.

Il résulterait donc de l'arrêté en projet que la loi du 16 mai 2003 serait réputée ne pas être entrée en vigueur à la date du 1er janvier 2004.

2. La non-rétroactivité des actes administratifs est de règle, en vertu d'un principe général de droit. Elle peut, toutefois, être justifiée si elle est autorisée par la loi. En l'absence d'autorisation légale, la rétroactivité ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire, notamment, à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels.

En l'occurrence, si la loi du 16 mai 2003 autorise le Roi à reporter son entrée en vigueur, elle ne l'habilite pas à le faire avec effet rétroactif.

Pour que la rétroactivité de l'arrêté en projet puisse être admise, il faudrait qu'elle ne porte pas atteinte aux exigences de la sécurité juridique et respecte les droits individuels.

.../...

La sécurité juridique implique que le contenu du droit soit prévisible et accessible, de sorte que chacun puisse prévoir, à un degré raisonnable, les conséquences d'un acte déterminé au moment où cet acte se réalise.

3. Il y a donc lieu d'examiner si le report rétroactif de l'entrée en vigueur de la loi du 16 mai 2003 ne porte pas atteinte à la sécurité juridique.

3.1. Les Chapitres I[er] à IV de cette loi contiennent des dispositions relatives aux budgets, à la comptabilité, et au contrôle par la Cour des comptes des communautés et des régions. Ces dispositions ne créent ni droits ni obligations pour les administrés. Comme l'arrêté en projet résulte, conformément à l'article 17 de la loi, de la demande du Gouvernement de la Communauté germanophone, le droit à la sécurité juridique n'est donc pas concerné par ces dispositions.

Les dispositions du Chapitre V, relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communautés et régions, sont en substance identiques à celles des articles 55 à 58 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État. Elles ne sont donc pas non plus susceptibles de porter atteinte à la sécurité juridique.

Les articles 15 et 16, qui constituent le Chapitre VI - Dispositions générales en matière de prescription, modifient les règles de prescription prévues par les articles 100 à 106 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État. Celles-ci sont applicables par analogie aux communautés et aux régions jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi du 16 mai 2003, en vertu des articles 50, § 2, et 71, § 1[er], de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions [(1)].

En postposant l'entrée en vigueur de la loi du 16 mai 2003, l'arrêté en projet modifierait donc rétroactivement le régime des prescriptions à charge ou au profit des communautés et des régions pendant la période qui s'écoulerait entre le 1[er] janvier 2004 et la date de sa publication. Il convient d'examiner si cette rétroactivité n'est pas susceptible de porter atteinte à des prescriptions acquises.

---

(1) C.A., arrêt n° 189/2002, B.4.

3.2. L'article 15 de la loi prévoit que "sans préjudice de l'article 16, les règles de prescription du droit commun sont applicables aux communautés et régions".

De ce fait, cette disposition abroge implicitement, pour les communautés et régions, l'article 100 des lois coordonnées qui dispose :

> "Sont prescrites et définitivement éteintes au profit de l'État, sans préjudice des déchéances prononcées par d'autres dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles sur la matière :
>
> 1° les créances qui, devant être produites selon les modalités fixées par la loi ou le règlement, ne l'ont pas été dans le délai de cinq ans à partir du premier janvier de l'année budgétaire au cours de laquelle elles sont nées;
>
> 2° les créances qui, ayant été produites dans le délai visé au 1°, n'ont pas été ordonnancées par les Ministres dans le délai de cinq ans à partir du premier janvier de l'année pendant laquelle elles ont été produites;
>
> 3° toutes autres créances qui n'ont pas été ordonnancées dans le délai de dix ans à partir du premier janvier de l'année pendant laquelle elles sont nées.
>
> Toutefois les créances résultant de jugements restent soumises à la prescription décennale; elles doivent être payées à l'intervention de la Caisse des dépôts et consignations."

Le délai de prescription varie donc entre quatre et cinq ans pour les créances devant être produites et entre neuf et dix ans pour les créances ne devant pas être produites.

Les articles 2262 et 2262*bis* du Code civil, qui constituent le droit commun, prévoient que les actions réelles se prescrivent par trente ans et que les actions personnelles se prescrivent par dix ans, à l'exception des actions en réparation des dommages fondées sur la responsabilité extra-contractuelle, qui se prescrivent par cinq ans à partir du jour qui suit celui où la personne lésée a eu connaissance du dommage ou de son aggravation et de l'identité de la personne responsable.

En outre, ces dernières actions se prescrivent en tout cas par vingt ans à partir du jour qui suit celui où s'est produit le fait qui a provoqué le dommage.

.../...

La loi nouvelle tend donc à augmenter de cinq à six ans le délai de prescription, en tout cas à l'égard des créances "devant être produites selon les modalités fixées par la loi ou le règlement" et qui ne résultent pas d'un dommage où est en cause une responsabilité extra-contractuelle. Pour les autres créances, le délai de prescription est soit maintenu (2), soit allongé d'une durée variable (3).

En vertu de l'article 100 des lois coordonnées, toutes les créances à charge de l'État sont prescrites le 1er janvier de la cinquième année ou de la dixième année, selon le cas, qui suit celle de leur naissance. Si l'arrêté en projet est publié avant le 1er janvier 2005, aucun problème de sécurité juridique ne se poserait vis-à-vis des créanciers de l'État, puisqu'aucune action non déjà prescrite au 1er janvier 2004 ne pourrait l'être ni selon les règles de droit commun, ni en vertu de l'article 100 des lois coordonnées avant le 1er janvier 2005.

3.3. L'article 16 de la loi du 16 mai 2003 règle le délai dans lequel sont définitivement acquises à ceux qui les ont reçues les sommes payées indûment par les communautés et les régions en matière de traitements, d'avances sur ceux-ci, ainsi que d'indemnités, d'allocations ou de prestations qui sont accessoires ou similaires aux traitements. Ce délai est de cinq ans à partir du 1er janvier de l'année du paiement, à moins que le remboursement en ait été réclamé avant ce terme. Il est identique à celui qui est prévu par l'article 106 des lois coordonnées.

---

(2) Pour les créances nées un 1er janvier et qui ne doivent pas être produites, ainsi que pour les actions en réparation d'un dommage fondé sur la responsabilité extracontractuelle, lorsque le dommage est survenu un 1er janvier et que la personne lésée a eu connaissance le jour même du dommage et de son aggravation éventuelle ainsi que de l'identité de la personne responsable.

(3) Le point de départ du délai de prescription est en effet modifié pour les créances résultant d'un dommage fondé sur la responsabilité extracontractuelle de la communauté ou de la région : pour l'article 100 des lois coordonnées, c'est le 1er janvier de l'année budgétaire au cours de laquelle la créance est née, tandis que pour l'article 2262*bis* du Code civil, il s'agit soit du jour qui suit celui où la personne lésée a eu connaissance du dommage ou de son aggravation et de l'identité de la personne responsable (délai de cinq ans), soit du jour qui suit celui où s'est produit le fait qui a provoqué le dommage (délai de vingt ans).

.../...

Lorsque les sommes indues ont été obtenues par des manoeuvres frauduleuses ou par des déclarations fausses ou sciemment incomplètes, le délai prévu par l'article 16, § 3, de la loi du 16 mai 2003 est de dix ans, alors que dans la même hypothèse, le délai prévu par les lois coordonnées (article 106, § 1er, alinéa 2) est de trente ans.

De même, les lois coordonnées (article 106, § 2, alinéa 2) prévoient que la répétition de l'indu peut être poursuivi pendant trente ans à dater du dépôt de la lettre recommandée réclamant le remboursement, alors que l'article 16, § 2, alinéa 2, de la loi du 16 mai 2003 prévoit que ce délai est celui "prévu par le droit commun pour la prescription des actions personnelles", soit également dix ans, si l'on se réfère à l'article 2262*bis* du Code civil.

Selon la jurisprudence, "lorsque, en matière civile, une loi même d'ordre public établit pour la prescription d'une action un délai plus court que celui qui était fixé par la législation antérieure, ce nouveau délai, si le droit à l'action est né avant l'entrée en vigueur de la loi nouvelle, ne commence à courir, sauf volonté contraire du législateur, qu'à partir de cette entrée en vigueur; toutefois, la durée totale du délai de la prescription ne peut excéder celle du délai fixé par la loi ancienne." (4)

Dès lors que les délais prévus par l'article 16 de la loi du 16 mai 2003 sont soit identiques, soit plus courts que ceux prévus par les lois coordonnées, l'arrêté en projet n'aura pas pour effet de porter atteinte à des droits acquis. En effet aucune créance au profit de la communauté ou de la région qui n'aurait pas été prescrite par application des lois coordonnées, n'aurait pu l'être par l'application de l'article 16 de la loi du 16 mai 2003 (5).

4. En conclusion, la rétroactivité du projet ne soulève pas d'objections.

---

(4) Cass., 4 octobre 1957, Pas., 1958, I, p. 94. Voy. avis 25.428, donné le 14 avril 1997, sur un avant-projet devenu la loi du 10 juin 1998 modifiant certaines dispositions en matière de prescription (doc. parl., Chambre, session 1996-1997, n° 1087/1).

(5) Les réductions de délais de prescription, prévues par l'article 16, §§ 2, alinéa 2, et 3, de la loi du 16 mai 2003 n'auront en fait d'effet que dix ans après l'entrée en vigueur de la loi.

1. Het ontworpen besluit strekt ertoe de inwerkingtreding van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof, uit te stellen tot 1 januari 2007.

Artikel 17 van die wet bepaalt het volgende :

> "Deze wet treedt in werking op 1 januari 2004. Op verzoek van de regering van één van de in artikel 2 bedoelde gemeenschappen en gewesten kan de Koning, op gezamenlijke voordracht van de Minister van Financiën en de Minister van Begroting, de datum van inwerkingtreding evenwel uitstellen, wat betreft de gemeenschap of het gewest dat erom heeft verzocht, tot ten laatste 1 januari 2007."

De wet van 16 mei 2003 is dus op 1 januari 2004 in werking getreden. Artikel 2 van het ontwerp bepaalt dat het besluit uitwerking zal hebben met ingang van 31 december 2003.

Het ontworpen besluit zou dus tot gevolg hebben dat de wet van 16 mei 2003 geacht zou worden niet in werking te zijn getreden op 1 januari 2004.

2. De niet-retroactiviteit van bestuurshandelingen is gebruikelijk, krachtens een algemeen rechtsbeginsel. Retroactiviteit kan evenwel worden gerechtvaardigd als daarvoor bij wet machtiging wordt gegeven. Bij ontstentenis van enige wettelijke machtiging kan retroactiviteit enkel uitzonderlijk worden toegestaan, wanneer deze noodzakelijk is, inzonderheid voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regularisatie van een feitelijke of rechtelijke situatie en voor zover daarbij rekening wordt gehouden met de eisen inzake rechtszekerheid en individuele rechten.

In het onderhavige geval machtigt de wet van 16 mei 2003 de Koning weliswaar om de inwerkingtreding ervan uit te stellen, maar niet om dat met terugwerkende kracht te doen.

De terugwerkende kracht van het ontworpen besluit kan alleen worden toegestaan indien daardoor geen afbreuk wordt gedaan aan de eisen inzake rechtszekerheid en daarbij de individuele rechten geëerbiedigd worden.

.../...

Rechtszekerheid betekent dat de inhoud van het recht voorzienbaar en toegankelijk is, zodat iedereen in redelijke mate de gevolgen van een bepaalde handeling kan voorzien, op het tijdstip dat die handeling wordt verricht.

3. Er dient dus te worden nagegaan of het retroactieve uitstel van de inwerkingtreding van de wet van 16 mei 2003 geen afbreuk doet aan de rechtszekerheid.

3.1. De hoofdstukken I tot IV van die wet bevatten bepalingen betreffende de begrotingen, de boekhouding en de controle op de gemeenschappen en de gewesten door het Rekenhof. Die bepalingen doen noch rechten noch plichten ontstaan voor de burgers. Aangezien het ontworpen besluit, overeenkomstig artikel 17 van de wet, er gekomen is op verzoek van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap, wordt met die bepalingen niet geraakt aan het recht op rechtszekerheid.

De bepalingen van Hoofdstuk V inzake de controle op het verlenen en het gebruik van de door de gemeenschappen en gewesten toegekende subsidies, zijn in hoofdzaak gelijk aan die van de artikelen 55 tot 58 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit. Ze kunnen dus evenmin afbreuk doen aan de rechtszekerheid.

De artikelen 15 en 16, die Hoofdstuk VI vormen - Algemene bepalingen inzake de verjaring, wijzigen de regels van verjaring vastgesteld in de artikelen 100 tot 106 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit. Die zijn, krachtens de artikelen 50, § 2, en 71, § 1, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, van overeenkomstige toepassing op de gemeenschappen en de gewesten tot aan de inwerkingtreding van de wet van 16 mei 2003 [(1)].

Door de inwerkingtreding van de wet van 16 mei 2003 uit te stellen, zou het ontworpen besluit dus de regeling inzake verjaring in het voor- of in het nadeel van de gemeenschappen en de gewesten wijzigen gedurende de periode die zou verlopen tussen 1 januari 2004 en de datum van de bekendmaking ervan. Er dient te worden nagegaan of die terugwerking geen afbreuk kan doen aan verjaringen die reeds zijn ingetreden.

---

(1) Arbitragehof, arrest nr. 189/2002, B.4.

3.2. Artikel 15 van de wet bepaalt het volgende : "Onverminderd de bepalingen van artikel 16 zijn de verjaringsregels van het gemeen recht van toepassing op de gemeenschappen en gewesten."

Daarmee heft deze bepaling voor de gemeenschappen en de gewesten impliciet artikel 100 van de gecoördineerde wetten op, dat luidt als volgt :

> "Verjaard en voorgoed ten voordele van de Staat vervallen zijn, onverminderd de vervallenverklaringen ten gevolge van andere wettelijke, reglementaire of ter zake overeengekomen bepalingen :
>
> 1° de schuldvorderingen, waarvan de (op) wettelijke of reglementaire wijze bepaalde overlegging niet geschied is binnen een termijn van vijf jaar te rekenen vanaf de eerste januari van het begrotingsjaar in de loop waarvan zij zijn ontstaan;
>
> 2° de schuldvorderingen die, hoewel ze zijn overgelegd binnen de onder 1° bedoelde termijn, door de ministers niet zijn geordonnanceerd binnen een termijn van vijf jaar te rekenen vanaf de eerste januari van het jaar gedurende hetwelk ze werden overgelegd;
>
> 3° alle andere schuldvorderingen, die niet zijn geordonnanceerd binnen een termijn van tien jaar te rekenen vanaf de eerste januari van het jaar van hun ontstaan.
>
> Voor de schuldvorderingen die voortkomen uit vonnissen blijft evenwel de tienjarige verjaring gelden; zij dienen te worden uitbetaald door de zorg van de Deposito- en Consignatiekas."

De verjaringstermijn schommelt dus tussen vier en vijf jaar voor schuldvorderingen die overgelegd moeten worden, en tussen negen en tien jaar voor schuldvorderingen die niet overgelegd hoeven te worden.

De artikelen 2262 en 2262*bis* van het Burgerlijk Wetboek, die het gemeen recht vormen, bepalen dat zakelijke rechtsvorderingen na dertig jaar verjaren en dat persoonlijke rechtsvorderingen na tien jaar verjaren, met uitzondering van rechtsvorderingen tot vergoeding van schade op grond van buitencontractuele aansprakelijkheid, die verjaren na vijf jaar vanaf de dag volgend op die waarop de benadeelde kennis heeft gekregen van de schade of van de verzwaring ervan en van de identiteit van de daarvoor aansprakelijke persoon.

Laatstgenoemde vorderingen verjaren in ieder geval na twintig jaar vanaf de dag volgend op die waarop het feit waardoor de schade is veroorzaakt, zich heeft voorgedaan.

De nieuwe wet strekt er dus toe de verjaringstermijn met vijf tot zes jaar te verhogen, in ieder geval ten aanzien van schuldvorderingen die overgelegd moeten worden op "wettelijke of reglementaire wijze", en die niet voortkomen uit schade waarbij sprake is van buitencontractuele aansprakelijkheid. Voor de overige schuldvorderingen wordt de verjaringstermijn ofwel behouden (2) ofwel verlengd met een variabele duur (3).

Krachtens artikel 100 van de gecoördineerde wetten verjaren alle schuldvorderingen ten laste van de Staat op de eerste januari van, naar gelang van het geval, het vijfde of het tiende jaar dat volgt op het jaar waarin ze zijn ontstaan. Indien het ontwerp vóór 1 januari 2005 wordt bekendgemaakt, zou geen enkel probleem van rechtszekerheid rijzen ten aanzien van de schuldeisers van de Staat, omdat geen enkele rechtsvordering die niet reeds op 1 januari 2004 is verjaard, vóór 1 januari 2005 kan verjaren, noch volgens de regels van het gemeen recht, noch krachtens artikel 100 van de gecoördineerde wetten.

---

(2) Voor schuldvorderingen ontstaan op een eerste januari die niet overgelegd hoeven te worden, en voor rechtsvorderingen tot vergoeding van schade op grond van buitencontractuele aansprakelijkheid, wanneer de schade berokkend is op een eerste januari en de benadeelde de dag zelf kennis heeft gekregen van de schade of van de eventuele verzwaring daarvan, alsook van de identiteit van de daarvoor aansprakelijke persoon.

(3) Het aanvangspunt van de verjaringstermijn is immers gewijzigd voor schuldvorderingen die voortkomen uit schade waarbij sprake is van buitencontractuele aansprakelijkheid van de gemeenschap of het gewest : voor artikel 100 van de gecoördineerde wetten, gaat het om de eerste januari van het begrotingsjaar in de loop waarvan de schuldvordering is ontstaan, terwijl het voor artikel 2262*bis* van het Burgerlijk Wetboek, ofwel gaat om de dag volgend op die waarop de benadeelde kennis heeft gekregen van de schade of van de verzwaring ervan en van de identiteit van de daarvoor aansprakelijke persoon (een termijn van vijf jaar), ofwel om de dag volgend op die waarop het feit waardoor de schade is veroorzaakt, zich heeft voorgedaan (een termijn van twintig jaar).

.../...

3.3. Artikel 16 van de wet van 16 mei 2003 regelt de termijn waarbinnen inzake salarissen, voorschotten daarop en vergoedingen, toelagen of uitkeringen, die een toebehoren van de salarissen vormen of ermee gelijkstaan, de door de gemeenschappen en gewesten ten onrechte uitbetaalde sommen voorgoed vervallen aan hen die ze hebben ontvangen. Die termijn bedraagt vijf jaar te rekenen vanaf de eerste januari van het jaar van de betaling, tenzij de terugbetaling daarvan is gevraagd vóór het verstrijken van die termijn. Hij is gelijk aan de termijn bepaald in artikel 106 van de gecoördineerde wetten.

Wanneer de onverschuldigde sommen zijn verkregen door bedrieglijke handelingen dan wel door valse of bewust onvolledige verklaringen, is de termijn vastgesteld in artikel 16, § 3, van de wet van 16 mei 2003 tien jaar, terwijl de termijn bepaald in de gecoördineerde wetten voor hetzelfde geval, dertig jaar bedraagt (artikel 106, § 1, tweede lid).

Zo ook bepalen de gecoördineerde wetten (artikel 106, § 2, tweede lid) dat het onverschuldigde bedrag gedurende dertig jaar kan worden teruggevorderd, te rekenen vanaf de afgifte van de aangetekende brief waarbij de terugbetaling wordt gevorderd, terwijl artikel 16, § 2, tweede lid, van de wet van 16 mei 2003 bepaalt dat die termijn "de termijn (is) die in het gemeen recht is bepaald voor de verjaring van persoonlijke vorderingen", dat wil zeggen eveneens tien jaar, volgens artikel 2262*bis* van het Burgerlijk Wetboek.

De rechtspraak zegt het volgende : "Wanneer, in burgerlijke zaken, een wet, zelfs van openbare orde, voor de verjaring van een vordering een kortere termijn bepaalt dan deze door de vorige wetgeving voorzien, en het recht tot de vordering vóór het inwerking treden van de nieuwe wet is ontstaan, begint die nieuwe termijn slechts te lopen vanaf die inwerkingtreding, behalve stellige strijdige wil van de wetgever; niettemin kan de gehele duur van de verjaring de door de oude wet voorziene termijn niet overtreffen" [(4)].

---

(4) Cass., 4 oktober 1957, Arr. Cass., 1958, blz. 50. Zie advies 25.428, uitgebracht op 14 april 1997 over een voorontwerp dat de wet van 10 juni 1998 tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de verjaring is geworden (gedr. st., Kamer, zitting 1996-1997, nr. 1087/1).

Aangezien de termijnen waarin artikel 16 van de wet van 16 mei 2003 voorziet, ofwel gelijk zijn aan, ofwel korter zijn dan die waarin de gecoördineerde wetten voorzien, zal met het ontworpen besluit geen afbreuk worden gedaan aan verkregen rechten. Geen enkele schuldvordering in het voordeel van de gemeenschap of het gewest die niet verjaard zou zijn met toepassing van de gecoördineerde wetten, zou immers verjaard kunnen zijn met toepassing van artikel 16 van de wet van 16 mei 2003 [(5)].

4. Het besluit is dan ook dat de terugwerking van het ontwerp geen aanleiding geeft tot bezwaren.

[(5)] De verkortingen van verjaringstermijnen, waarin artikel 16, § 2, tweede lid, en § 3, van de wet van 16 mei 2003 voorziet, zullen immers pas tien jaar na de inwerkingtreding van de wet uitwerking hebben.

La chambre était composée de

Madame Mevrouw	M.-L. WILLOT-THOMAS,	président de chambre, kamervoorzitter,
Messieurs de Heren	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	conseillers d'État, staatsraden,
Madame Mevrouw	C. GIGOT,	greffier, griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De kamer was samengesteld uit

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS